



5 décembre 2014

Service citoyen... une fausse bonne idée!

Aujourd'hui, le cdH a entendu réaffirmer sa position sur l'engagement des jeunes en soutenant la création d'un service citoyen. En tant que fédérations d'organisations et d'associations de jeunesse encadrant des dizaines de milliers de jeunes volontaires, nous nous opposons fermement à cette proposition! En tant que porteurs d'un projet de société élaboré par et pour les jeunes, défenseurs d'une vision du volontariat et membres de la Plateforme francophone du Volontariat, nous ne pouvons que nous exprimer contre ce dispositif.

Le premier amalgame réside dans le choix de la date : le 5 décembre est la Journée internationale du Volontariat. Pourtant, le service citoyen n'en est pas. Le volontariat est inscrit dans la loi comme un **acte libre et gratuit, orienté vers autrui**. Il défend un engagement désintéressé financièrement, porté par la seule motivation et passion de l'individu. Or, en proposant un régime d'indemnisation, un cadre strict de prestation et un statut spécifique, la proposition en l'état tend à dénaturer ce principe de gratuité et de liberté de choix du volontariat. Par ailleurs, il ne s'agirait plus non plus d'agir « pour autrui » mais plutôt de s'inscrire dans une logique d'activation, permettant une validation des compétences.

Contrairement au volontariat, le service citoyen défendu aujourd'hui n'est pas **ouvert à tous**, mais seulement aux jeunes ayant fini « leurs études secondaires ou supérieures ». Cette vision selon laquelle seuls les jeunes les mieux lotis peuvent avoir accès à des outils et une structure pour s'investir dans un engagement citoyen est profondément dérangeante et, une fois de plus, contraire à la logique du Volontariat! À l'inverse, nous défendons, dans nos associations, un projet de société dans lequel chacun peut participer à des projets sociétaux et s'inscrire dans un processus de démocratie participative!

Le second amalgame tient au fait que la proposition défendue ce jour ressemble étroitement à une **mise à l'emploi déguisée**. Tout d'abord parce qu'articulée avec les moyens de la Garantie Jeunesse, censés soutenir la mise à l'emploi des Jeunes. Ensuite parce que, sous couvert de service, de solidarité et d'humanité, nous est vendu un énième statut précaire. Les propositions/volontés politiques n'ont-elles pas plus d'ambition que d'offrir une expérience courte, inconfortable, non protégée, à nos jeunes demandeurs d'emploi?

Les organisations et associations de jeunesse n'ont pas attendu le cdH pour permettre un engagement citoyen, au profit de notre société, visant à sensibiliser la jeunesse à des enjeux ou des besoins de société. Des dizaines de milliers de jeunes s'investissent chaque jour dans des centaines de structures. Ils sont volontaires, citoyens, responsables, actifs, critiques et solidaires. Le cdH veut créer de la nouveauté là où les jeunes qui s'investissent déjà souffrent d'un manque chronique de moyens.

Le politique nous parle d'employabilité des jeunes. Nous préférons favoriser le travail éducatif et l'implication volontaire dont les conséquences prouvées et reconnues seront de meilleures chances sur le marché de l'emploi, mais certainement pas l'objectif premier de notre action.

La Belgique dispose d'un vivier très important et varié de volontaires et fait office de précurseur en matière de législation du Volontariat. Soyons-en fiers et soutenons les volontaires!

Julien Bunckens — Conseil de la Jeunesse Catholique
Christophe Cocu — Relie-F
Carlos Crespo — ProJeuneS

Réaction de la Plateforme francophone du Volontariat :

levolontariat.be/actualites/449/raction-au-communicu-de-presse-du-cdh-de-ce-5-dcembre